

**Conseil
Général
des Landes**

Les habitants des Landes et le projet de réforme territoriale

Sondage de l'Institut CSA pour le Conseil général des Landes

Juillet 2014

Contacts Pôle Opinion – Corporate

Yves-Marie CANN, Directeur en charge de l'Opinion

yves-marie.cann@csa.eu / 01 57 00 59 62

Julie GAILLOT, Directrice d'études

julie.gaillot@csa.eu / 01 57 00 58 94

Nicolas FERT, Chef de groupe

nicolas.fert@csa.eu / 01 57 00 59 62

CSA
COMPRENDRE
POUR MIEUX DÉCIDER

Sommaire

Fiche technique

3

Résultats du sondage

4

1. L'attachement au département

6

2. La proximité

8

3. La réforme territoriale

12

4. La réforme dans le département

18

Principaux enseignements

22

Fiche technique

Sondage exclusif **Institut CSA** pour le **Conseil général des Landes**



Cible

Echantillon de **501 personnes**, représentatif de la population du département des Landes âgée de 18 ans et plus.



Constitution des échantillons

La représentativité de l'échantillon est assurée par **la méthode des quotas** (sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle de la personne interrogée après stratification géographique). Les quotas d'enquête ont été établis à partir des données statistiques INSEE les plus récentes : recensement de la population labellisé 2010.



Modes de recueil

Recueil **par téléphone** (système CATI).



Dates de terrain

Du **lundi 7 au mardi 8 Juillet 2014**

Dans ce rapport, lorsque la somme des pourcentages est différente de 100%, cela s'explique :

- *Soit par le fait que les interviewés pouvaient citer plusieurs réponses (dans ce cas la somme des pourcentages est supérieure à 100) ;*
- *Soit du fait des « non-réponses » qui n'ont pas toujours été indiquées dans ce rapport afin d'en alléger la lecture (dans ce cas la somme des pourcentages est inférieure à 100).*

Résultats du sondage

Les chiffres clés : ce qu'il faut retenir

81%

DES HABITANTS DES LANDES SE DISENT ATTACHÉS À LEUR DÉPARTEMENT

88%

DES HABITANTS DES LANDES FONT AVANT TOUT CONFIANCE AUX COLLECTIVITÉS LOCALES POUR AMÉLIORER LEUR QUOTIDIEN

64%

PENSENT TOUTEFOIS QU'UNE RÉFORME DE L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE DE LA FRANCE EST NÉCESSAIRE

mais **75%**

SONT OPPOSÉS A LA SUPPRESSION DE LEUR DÉPARTEMENT

et **72%**

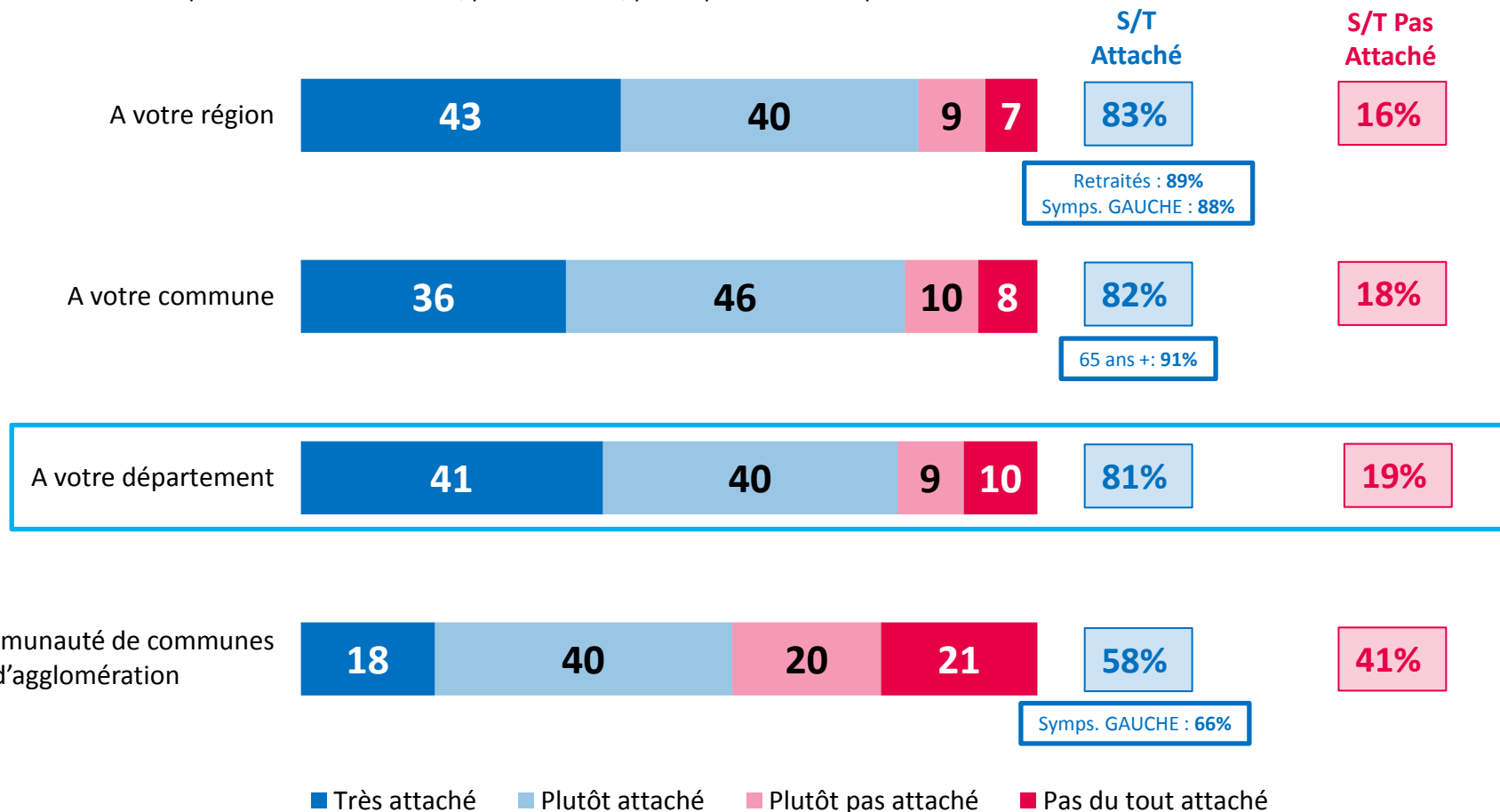
SONT SATISFAITS DE L'ACTION DE LEUR CONSEIL GÉNÉRAL

1. L'attachement au département

L'attachement aux différentes collectivités locales




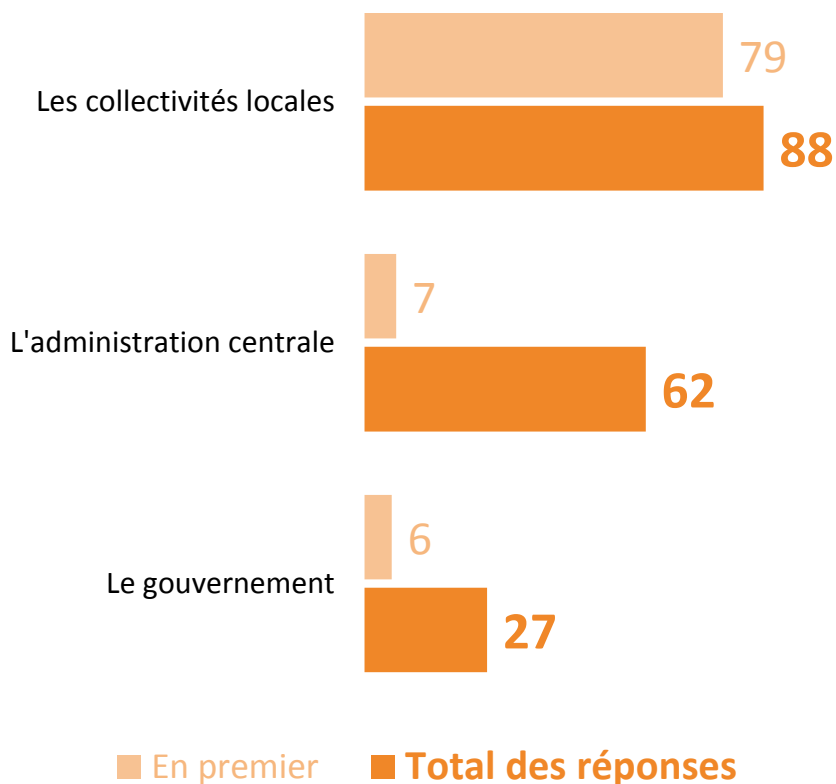
QUESTION - Diriez-vous que vous êtes très attaché, plutôt attaché, plutôt pas attaché ou pas du tout attaché ... ?




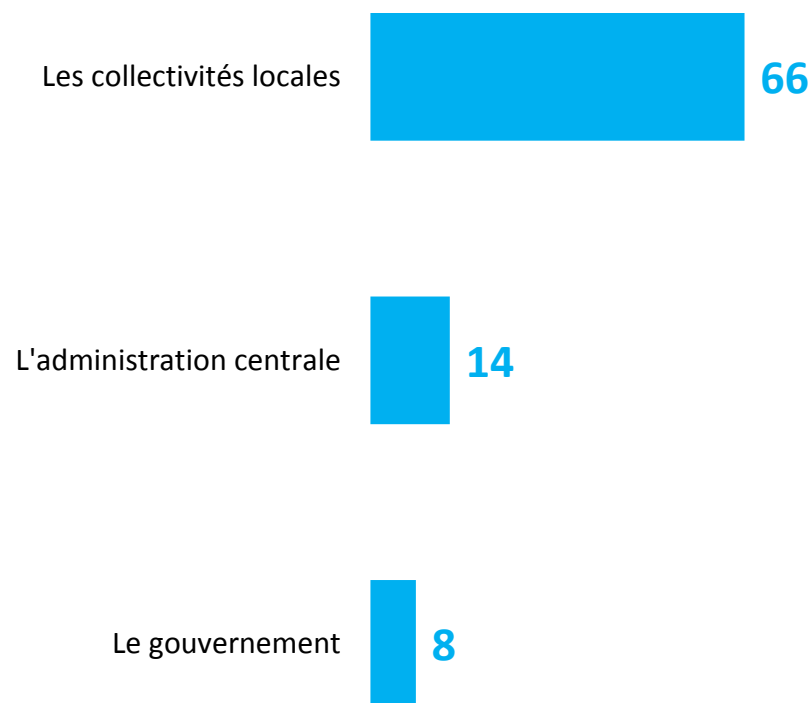
2. La proximité

La confiance dans les institutions publiques pour améliorer son quotidien et gérer l'argent public

 **QUESTION** - Parmi les acteurs suivants, quels sont ceux auxquels vous faites le plus confiance pour améliorer votre quotidien ?
En premier ? En second ?



 **QUESTION** - Parmi les acteurs suivants, quel est celui auquel vous faites le plus confiance pour gérer efficacement l'argent public ?

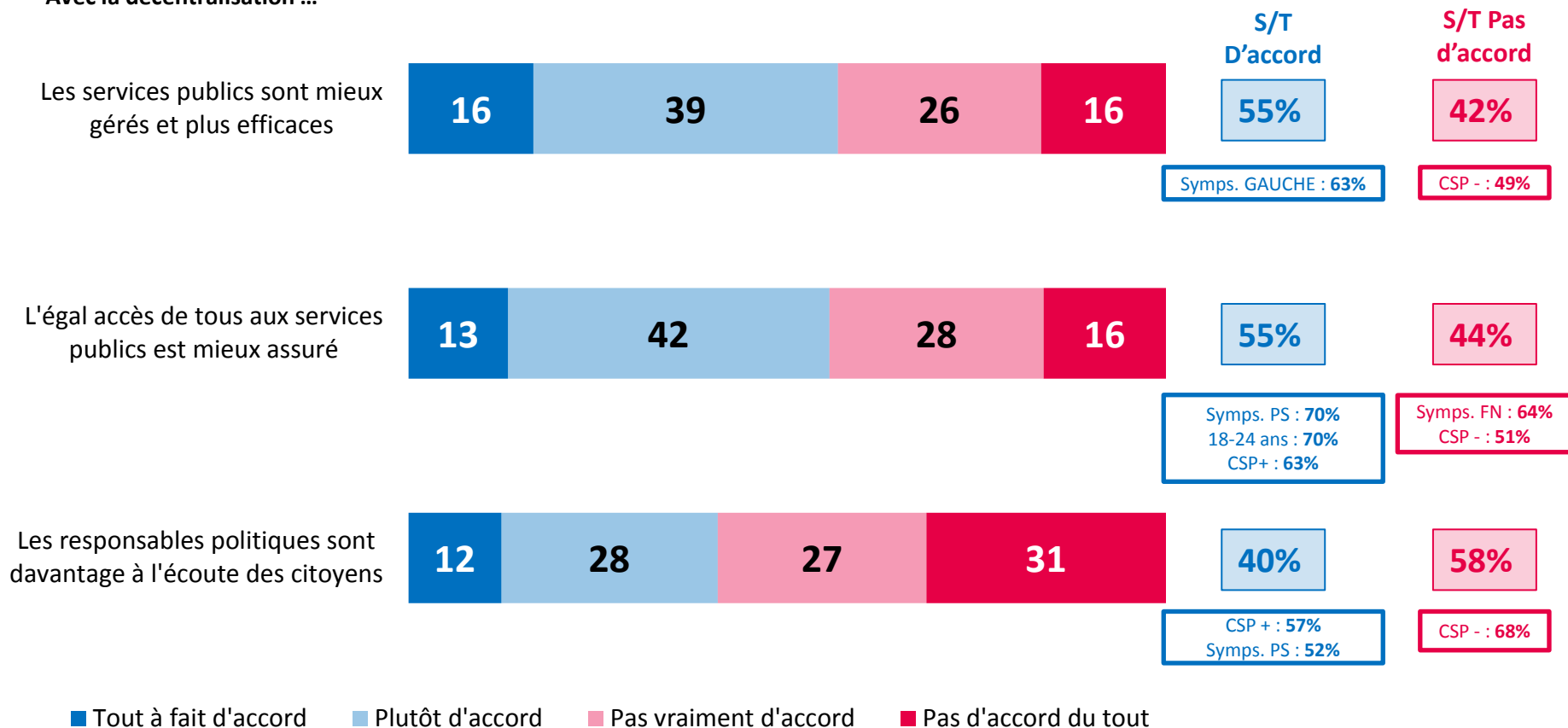


Les apports perçus de la décentralisation



QUESTION - Voici des phrases que l'on peut entendre sur la décentralisation, qui consiste à donner plus de pouvoirs et de responsabilités aux collectivités locales. Pour chacune d'elles, indiquez si vous êtes d'accord ou pas d'accord ?

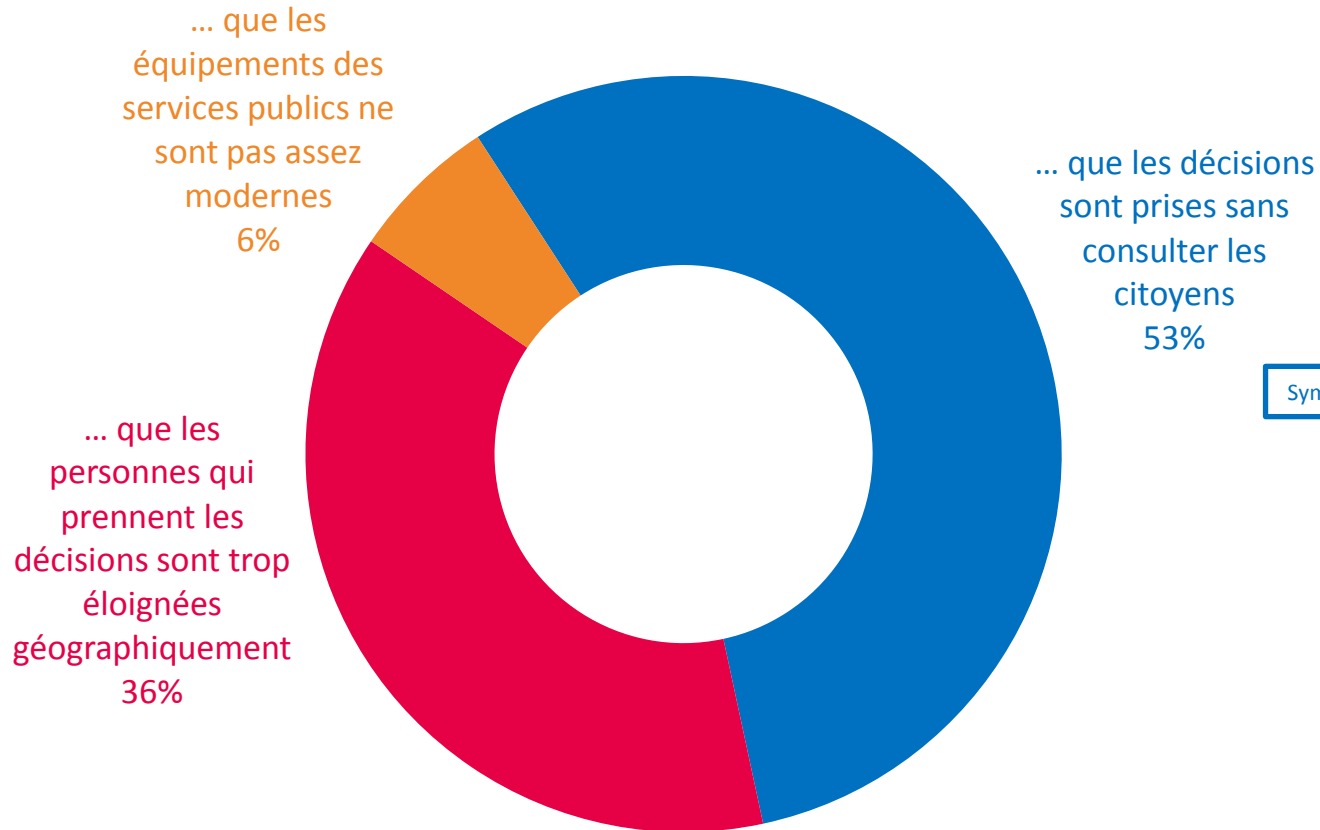
Avec la décentralisation ...



Les raisons du mauvais fonctionnement du système administratif français



QUESTION - On reproche parfois au système administratif français de mal fonctionner. Selon vous, à quoi cela est-il dû ? Au fait ...

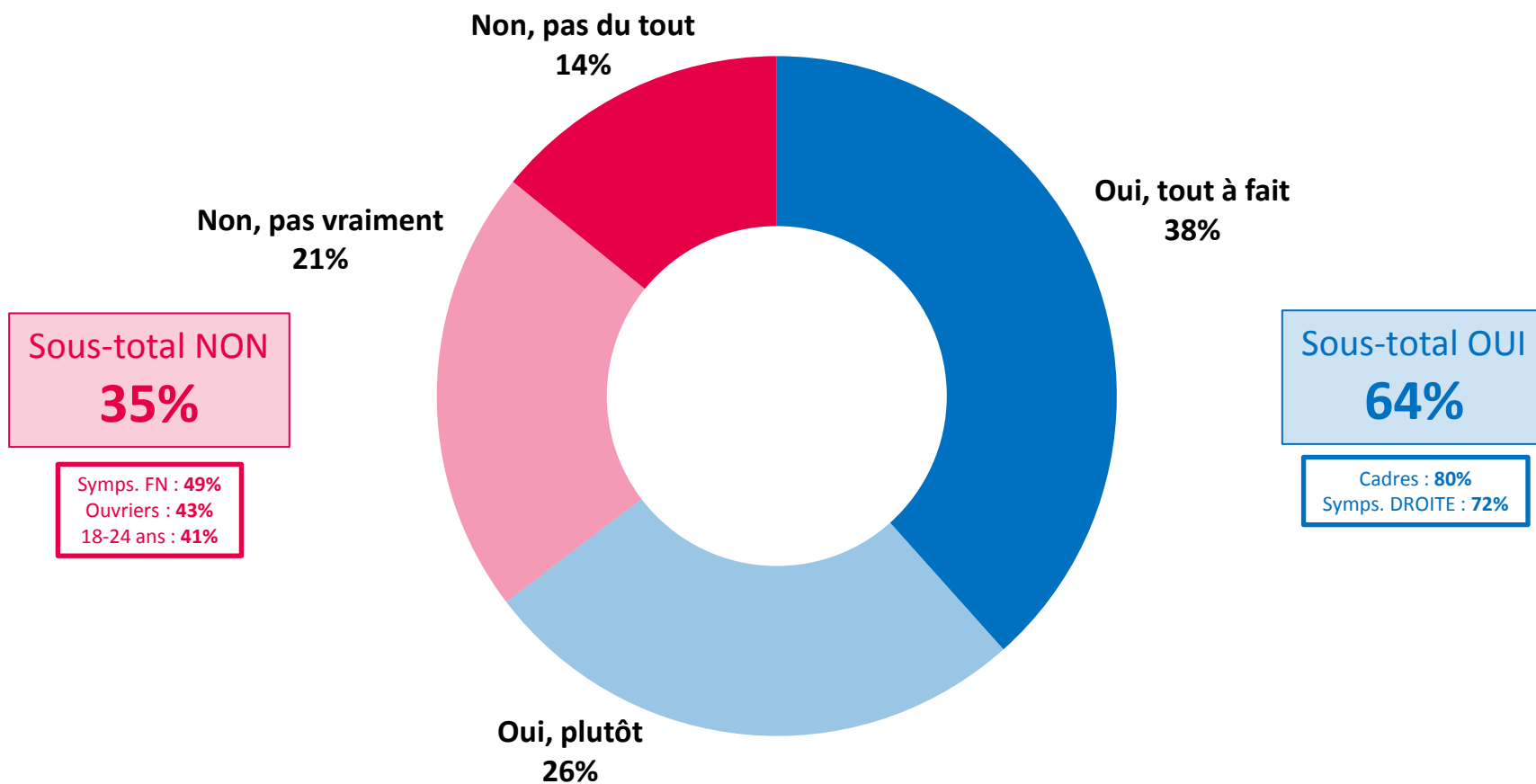


3. La réforme territoriale

La nécessité perçue de la réforme territoriale



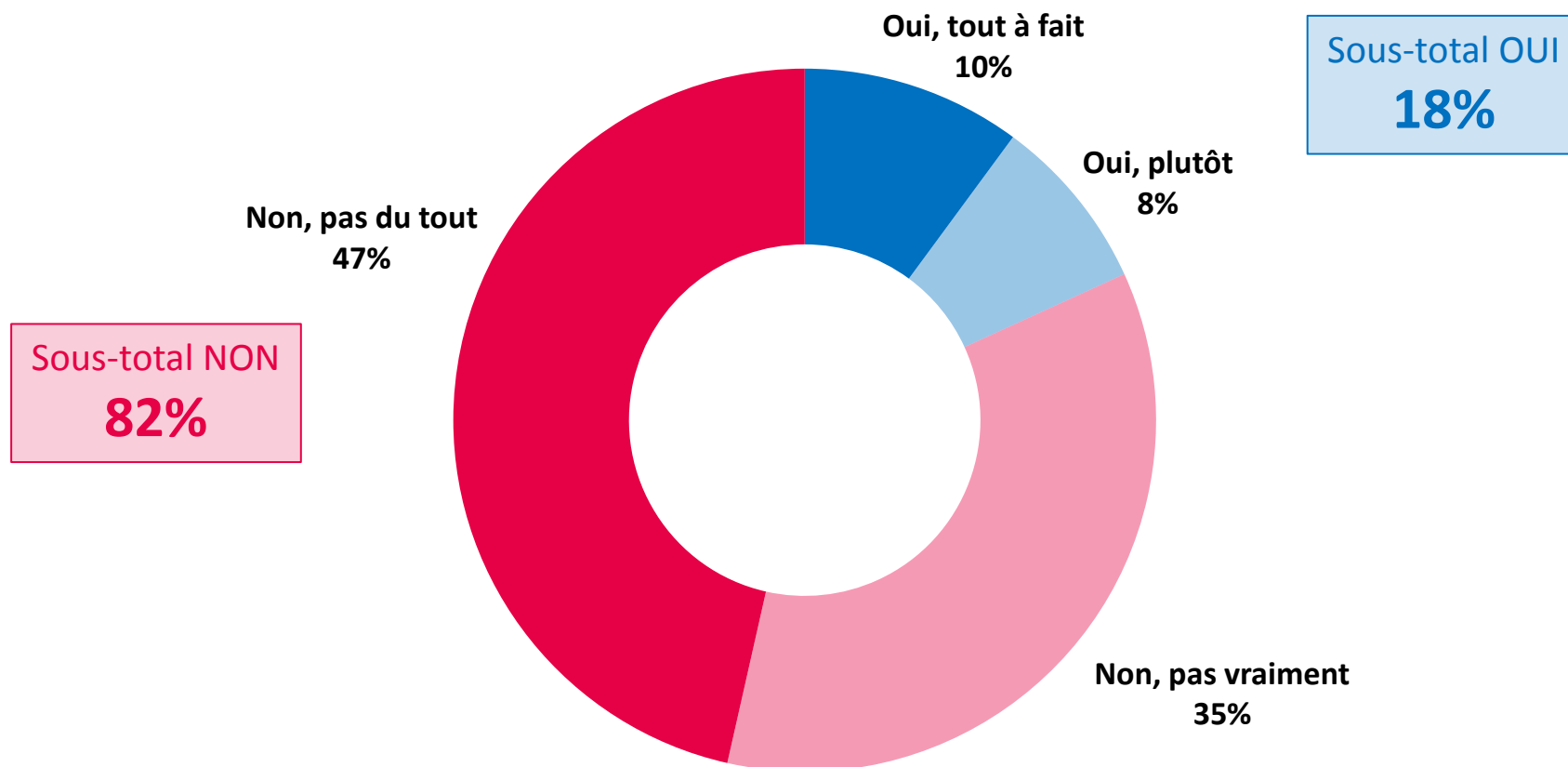
QUESTION - Le Gouvernement a annoncé un projet de réforme des collectivités territoriales. Selon vous, est-il nécessaire de réformer l'organisation administrative de la France (carte administrative, répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités locales) ?



La différence perçue des besoins selon les territoires



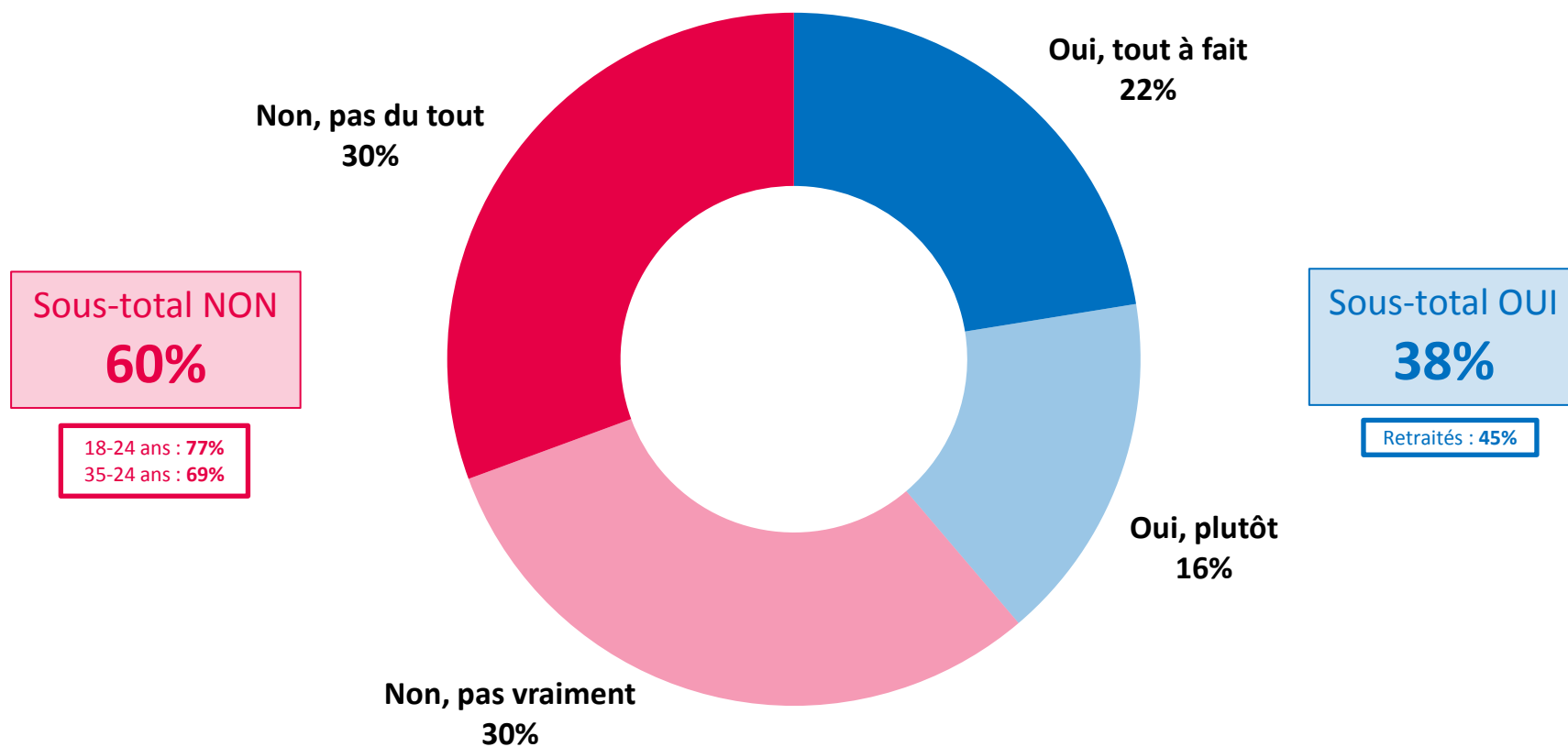
QUESTION - Pensez-vous que tous les territoires ont tous les mêmes besoins, que ce soit par exemple à Paris, Nice, en Bretagne ou dans les Landes ?



L'organisation des services publics dans les territoires



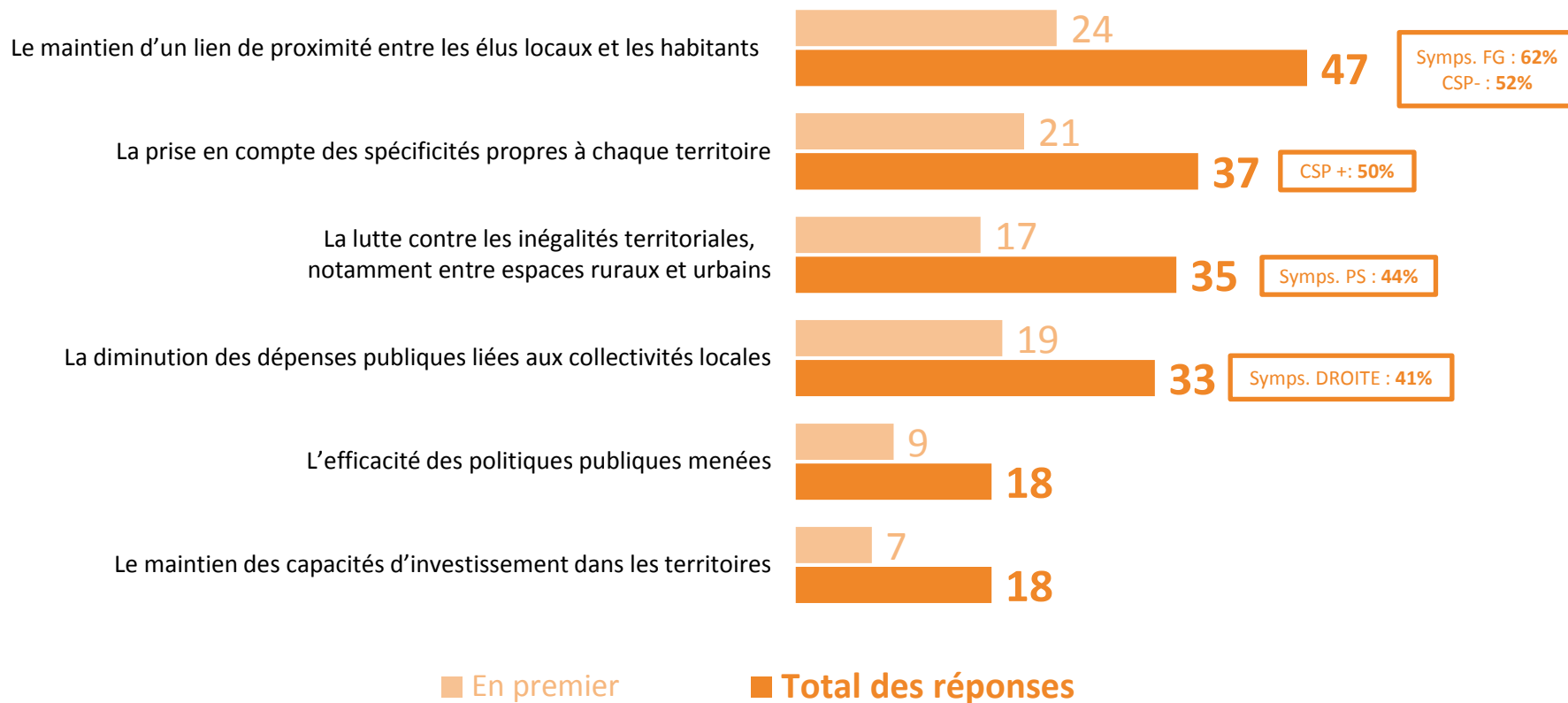
QUESTION - Et considérez-vous qu'il faille organiser les services publics de la même façon partout sur le territoire, que ce soit par exemple à Paris, Nice, en Bretagne ou dans les Landes ?



Les priorités attendues pour mener la réforme territoriale



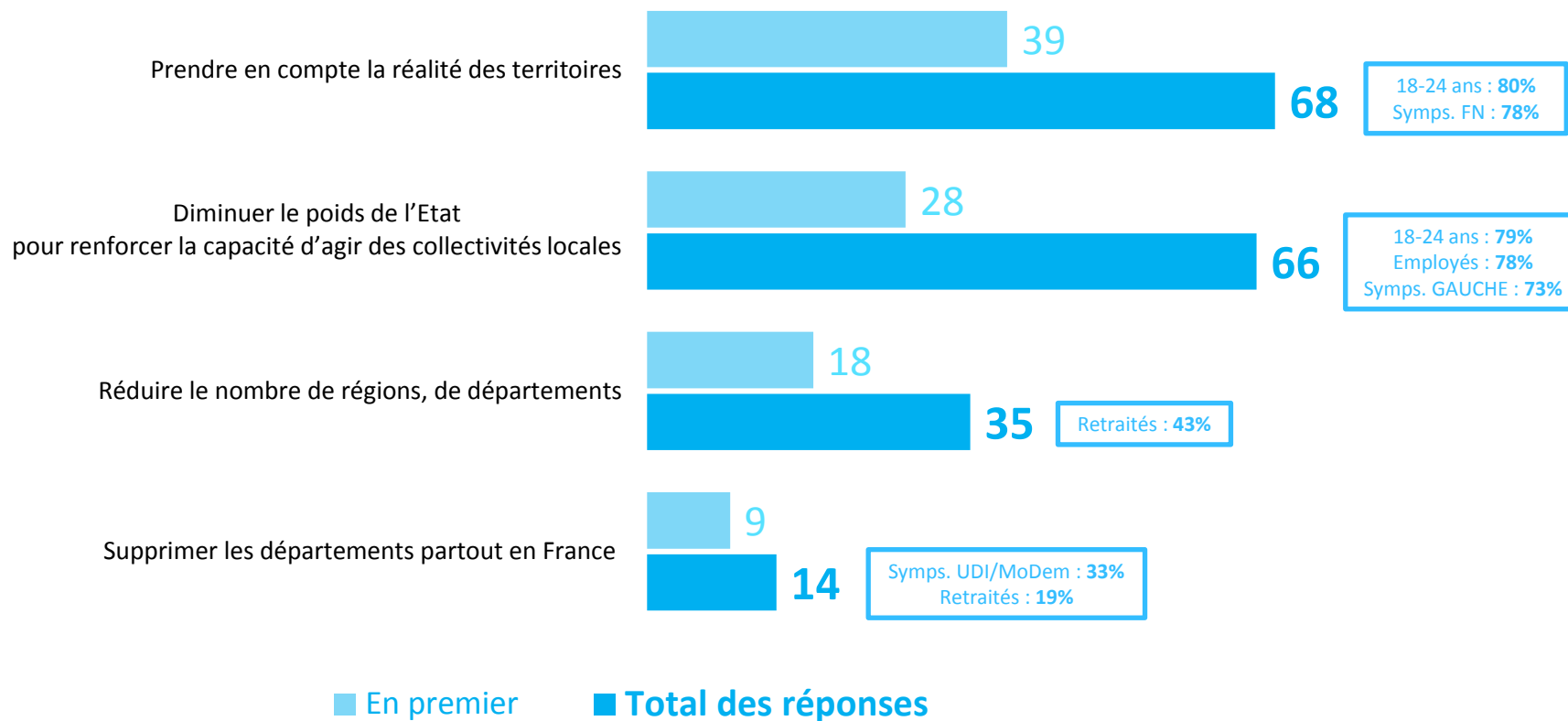
QUESTION - A votre avis, quels doivent être les éléments à prendre en compte en priorité par le Gouvernement pour réformer l'organisation administrative de la France ? *En premier ? En second ?*



Les directions à privilégier pour la réforme territoriale



QUESTION - En pensant au projet de réforme territoriale, quelle solution devrait-être étudiée en priorité ? *En premier ? En second ?*

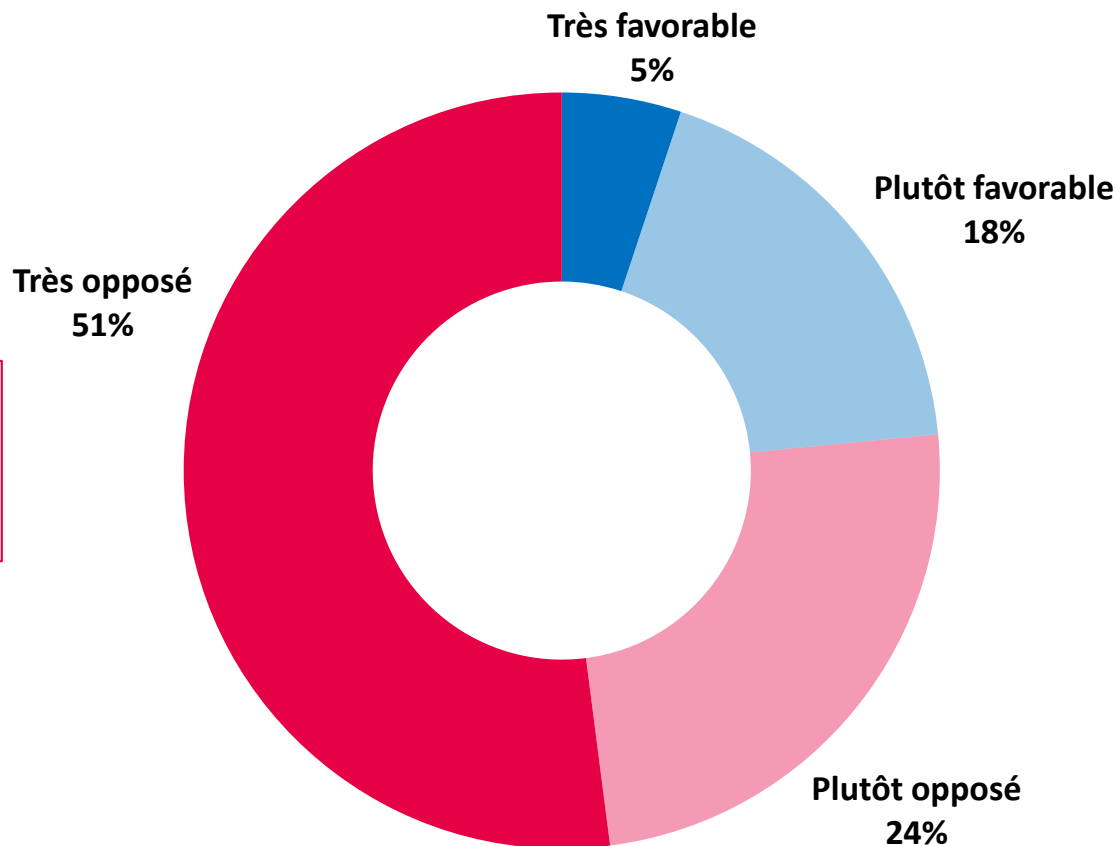


4. La réforme dans le département

L'opinion sur la suppression du département des Landes



QUESTION - Vous personnellement seriez vous très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé, ou très opposé à ce que l'on supprime le département des Landes ?



Sous-total
Opposé
75%

Symp. FN : **88%**
CSP - : **83%**

Sous-total
Favorable
23%

Symp. UDI/MoDem : **47%**
Cadres : **34%**

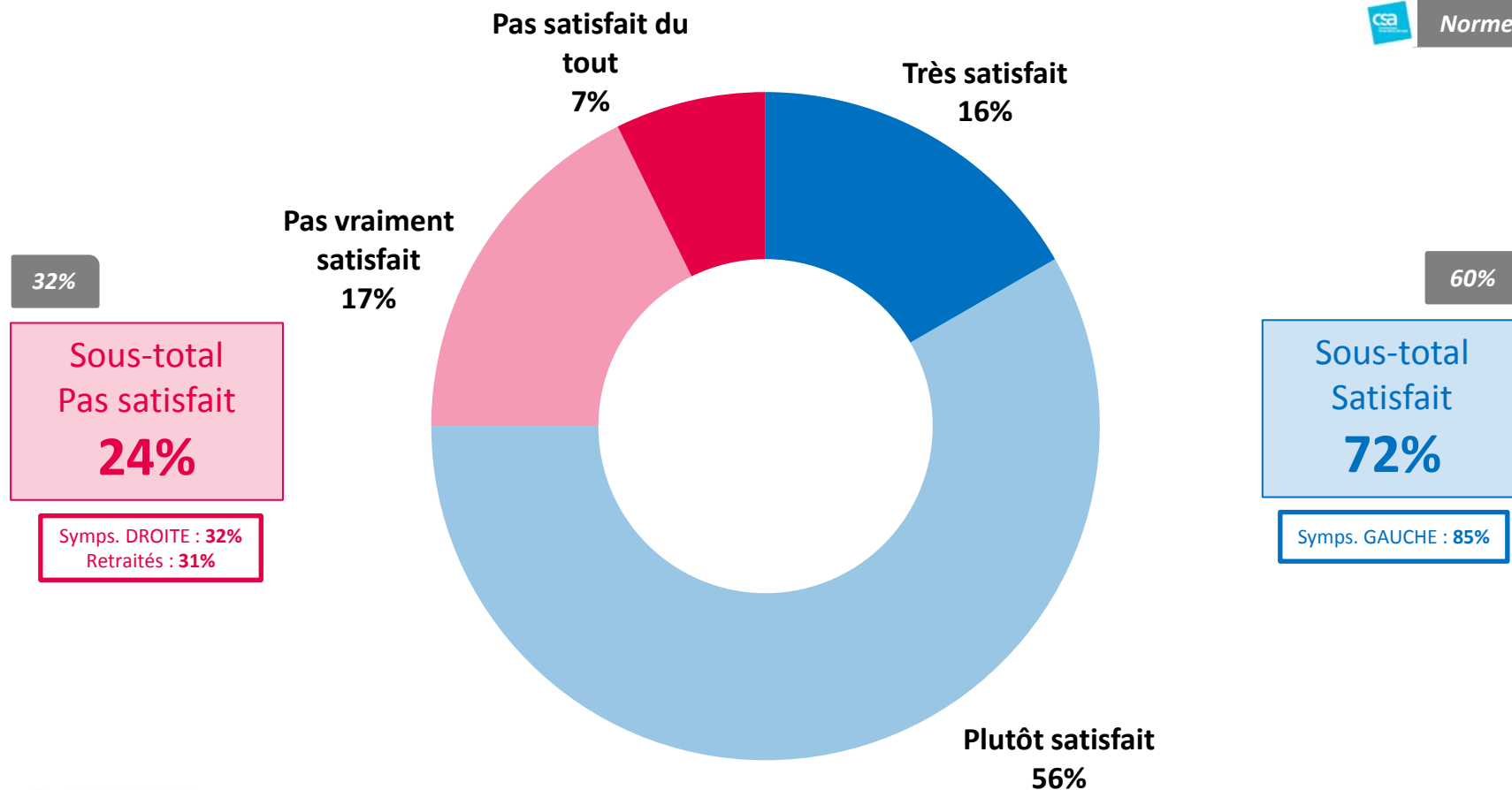
La satisfaction à l'égard du CG et de ses actions



QUESTION - Si vous deviez exprimer votre satisfaction générale vis-à-vis du Conseil général et des actions qu'il mène, diriez-vous que vous êtes très satisfait, plutôt satisfait, pas vraiment satisfait ou pas du tout satisfait ?



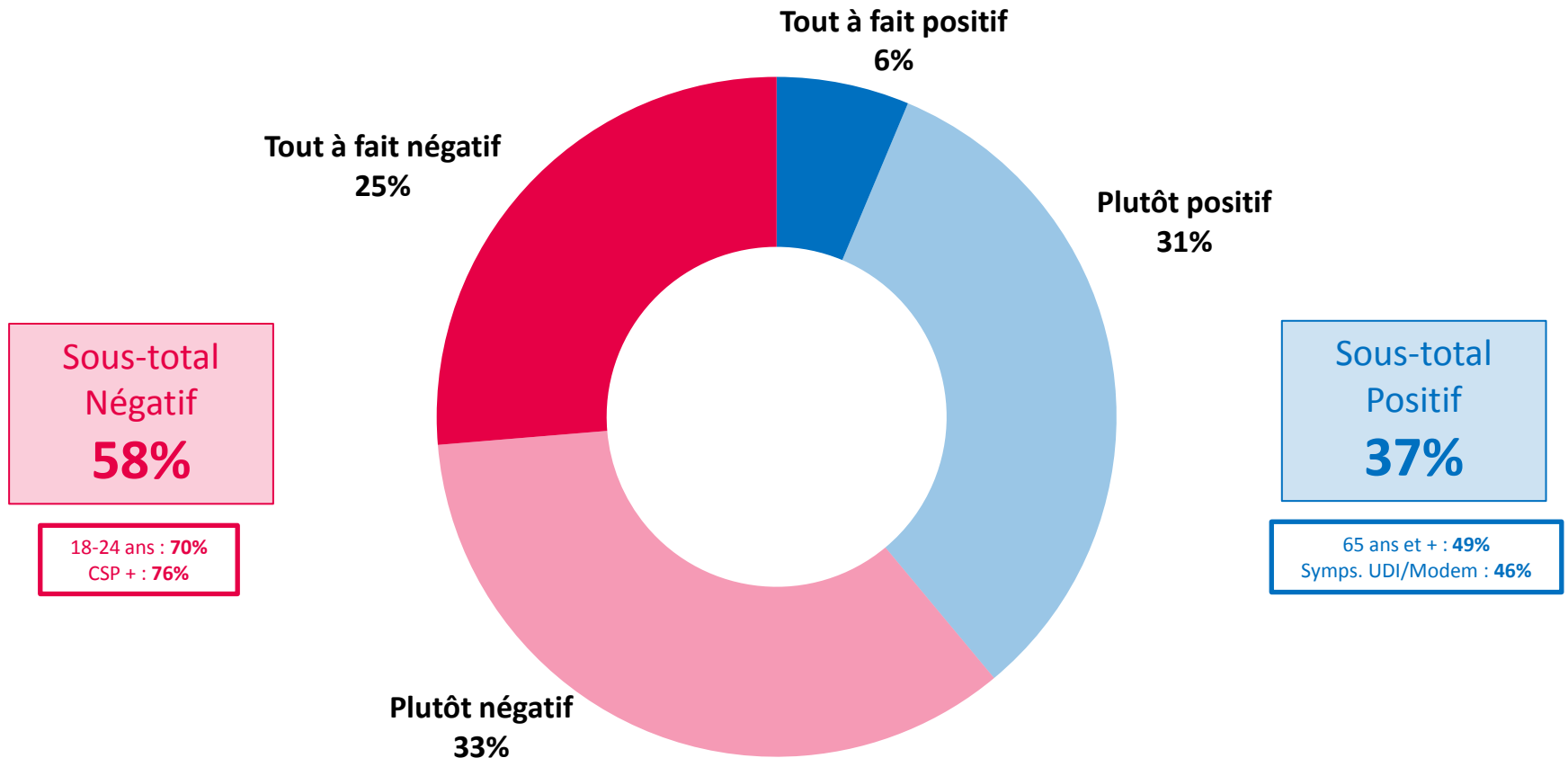
Norme CSA



L'impact perçu de la suppression du département sur les services publics de proximité



QUESTION - Comment qualifieriez-vous l'impact de la suppression de votre département sur les services publics de proximité ? (transport scolaire, petite enfance, accompagnement des aînés, voirie ...) ?



Principaux enseignements

Principaux enseignements

Les habitants des Landes se montrent aujourd'hui attachés aux différentes collectivités locales agissant sur leur territoire. 81% se disent ainsi *attachés* à leur département, 83% l'étant aussi à leur région et 82% à leur commune. L'intercommunalité, dernière née parmi ces institutions, arrive en dernière position (58%). Dans le détail, **4 habitants sur 10 (41%) se disent très attachés au département des Landes**, 43% à leur région et 36% à leur commune.

Cet attachement aux collectivités locales se vérifie aussi dans la perception de leur **capacité à agir efficacement au quotidien**. Celles-ci sont ainsi de loin les acteurs publics auxquels les habitants font le plus confiance pour *améliorer leur quotidien* (79% des citations en premier, devant l'administration centrale, 7%, et le gouvernement, 6%), mais aussi pour *gérer efficacement l'argent public* (66% des citations, devant l'administration centrale, 14%, et le gouvernement, 8%). Dans la même optique, **une large majorité d'habitants des Landes (82%) estiment que tous les territoires n'ont pas les mêmes besoins**, dont 47% ne le pensant *pas du tout*. De la même manière, une majorité d'entre eux (60%) pensent qu'ils *ne peuvent pas être organisés de la même façon partout sur le territoire*, plus d'un tiers (38%) sont tout de même de l'avis contraire.

Notons que **les habitants sont partagés sur les bénéfices de la décentralisation** : 55% pensent qu'elle a permis *une meilleure gestion des services publics* (contre 42% ne le pensant pas), 55% aussi *un meilleur accès de tous aux services publics* (contre 44%), et seuls 40% pensent qu'elle a permis que *les responsables politiques soient davantage à l'écoute des citoyens* (contre 58%). Il est d'ailleurs sur ce point intéressant de noter qu'une majorité de Landais (53%) estiment que le mauvais fonctionnement du système administratif français est avant tout dû au fait que *les décisions sont prises sans consulter les citoyens*, avant même le critère de l'éloignement géographique (36%) ou du manque de modernité des équipements publics (6%), signe d'une forte attente en matière de démocratie locale.

Dans ce contexte, **les habitants estiment qu'une réforme territoriale est souhaitable** : 64% d'entre eux jugent ainsi *nécessaire* la réorganisation administrative de la France (80% chez les cadres). Pour cette réforme, les habitants du département privilégient des solutions soulignant le rôle du local, au premier rang desquelles *le maintien d'un lien de proximité entre élus locaux et habitants* (47%). Ils souhaitent également de manière secondaire que soit prises en compte *les spécificités propres à chaque territoire* (37%), *la lutte contre les inégalités territoriales* (35%) et *la diminution des dépenses publiques liées aux collectivités locales* (33%). En termes de grandes orientations, **ils privilégient des solutions mettant en avant l'apport des collectivités locales** telles que *prendre en compte la réalité des territoires* (68% des citations) et *diminuer le poids de l'Etat pour renforcer la capacité d'agir des collectivités locales* (66%), signe que les collectivités locales restent pour eux le seul échelon capable d'intégrer ces paramètres. Notons toutefois qu'un tiers des Landais (35%) souhaitent *réduire le nombre de régions et de départements* et 14% *supprimer les départements partout en France*.

En toute logique, trois habitants sur quatre (75%) se disent opposés à la suppression de leur département, 51% y étant même « très opposés ». Une position sans doute en partie liée au fait que près de trois quarts d'entre eux (72%) se disent satisfaits du Conseil général et des actions qu'il mène, un taux notoirement supérieur à ce que l'on constate habituellement pour ce type de mesure dans d'autres départements (norme CSA : 60%). Notons aussi pour finir qu'une majorité de Landais (58%) pensent que cette suppression aurait un « impact négatif » sur « les services publics de proximité », autre élément expliquant sûrement l'attachement des habitants à leur département.



en savoir plus : www.csa.eu - @InstitutCSA

10, rue Godefroy - 92800 Puteaux
Tel . : 01.57.00.58.00 - Fax : 01.57.00.58.01